

POURRAIT-ELLE ETRE PROCHE LA FIN DE L'UNION EUROPEENNE? REFLEXIONS SUR SON EVOLUTION.

Jaime GIL-LAFUENTE*

Résumé: *Une longue création d'une Europe unie. Les raisons des pays en crise. Les composantes économiques et financiers de la crise aux pays du sud de l'UE. La vision des citoyens européens. Pour obtenir une idée générale, nous nous sommes permis de faire une petite étude de marché à travers d'un échantillonnage aléatoire simple de 368 enquêtes faite à des habitants d'entre 18 et 90 ans de 12 pays de l'UE: Espagne, France, Portugal, Allemagne, Italie, Hollande, Belgique, Pologne, Lettonie, Autriche, Grèce et Finlande. Les résultats obtenus évoquent une situation inquiétante car le 87% des européens se sentent peu proches aux responsables de la prise de décisions dans l'UE, face à l'11%. Ceci pourrait être interprété comme un gouvernement peu proche et décousu des problèmes des citoyens.*

Mots clés: *l'Union Européenne, la crise, le Brexit, les citoyens européens*

Une longue création d'une Europe unie

En 1945, la fin de la Seconde Guerre Mondiale porte à la plupart des pays à chercher la manière d'éviter la répétition des confrontations, spécialement pour que des ennemis historiques comme France et Allemagne puissent ne puissent pas recommencer. Il fut, donc, nécessaire créer un lien durable entre ces deux pays, entourés des autres pays libres européens. Cet important point de départ évolua. En 1951, se crée la CECA, Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Ce traité sera signé par six pays : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Le Royaume-Uni refusera de s'y adhérer. Ces mêmes pays signent en mars

* Prof. Univ. Université de Barcelona, vice-président de l'Académie Européen de Management et Business Management (AEDEM), j.gillafuente@gmail.com

1957, les Traités de Rome pour former la Communauté Économique Européenne (CEE) et la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique (CEEA), En 1968 s'accorde la suppression des droits de douane. En 1973, le Danemark, Royaume-Uni et l'Irlande entrent dans la CEE. En 1981, c'est la Grèce et en 1986, l'Espagne et le Portugal. Puis, après la chute du mur de Berlin, se signe le Traité de Maastricht, en 1992, qui donne forme à l'Union Européenne (UE). En 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède rentrent à l'UE après plusieurs années de négociations. Le 1^{er} janvier 2002 se met en marche la monnaie unique, l'Euro, pour tous les membres de l'UE sauf le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède. En 2004, dix nouveaux états s'incorporent : Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovaquie et Slovénie. En 2007 c'est la Roumanie et la Bulgarie. La Croatie entre en 2013. En 2015, la zone euro compte 19 états membres : la Grèce l'a rejoint en 2001, la Slovénie en 2007, Malte et Chypre en 2008, la Slovaquie en 2009 et l'Estonie en 2011, portant ainsi à 17 le nombre d'états membres de la zone euro. La Lettonie la rejoint en 2014 et la Lituanie en 2015.

Mais le 23 Juin 2016, le référendum sur la permanence du Royaume-Uni dans l'UE est devenu le premier pays dans l'histoire de l'Union qui décide l'abandonner, même si l'Ecosse, l'Irlande du Nord et Gibraltar, décida y rester. Commence-t-il ici le début de la fin de l'UE ?

Les raisons des pays en crise

Quelles sont les causes qui portent aux états vers la crise économique et financière ? Evidemment, les réponses peuvent être illimités, mais nous nous retrouvons avec des hommes politiques aux discours vides et des « spécialistes » sur les théories des cycles économiques avec leur propres techniques de prévision, chaque fois plus anciennes, essayant de prévoir les changements des tendances des systèmes économiques, pendant que la dure réalité les met en évidence.

Certains pays ont resté à la queue d'un train qui essaye de chercher le chemin vers le progrès. La Grèce, le Portugal ou l'Irlande, entre autres, en ont dépendu et dépendent chaque fois plus des pays de l'avant, et sont obligés à payer pendant très longtemps le prix de leur excès du passé, en croyant aux, soi-disant, miracles de l'économie.

L'Espagne, comme l'un des autres fourgons de queue doit dépendre aussi du commandement de la locomotive. En effet, la volonté de leurs

gouverneurs, les ont poussés à adopter certaines mesures qui, même tardives, commencent à donner certains résultats.

Nous pensons que tout citoyen doit être conscient que les sacrifices nécessaires, tant pour ceux qui jouissent d'un emploi comme pour ce qu'ils souffrent en le cherchant, devons suivre pendant très longtemps. Pendant ce temps, les grandiloquents et vides discours, les grèves sectorielles ou les manifestations de masse ne serviront à rien.

Nous sommes persuadés que la régénération doit venir d'une vertu que la plupart des pays de l'UE possèdent : l'imagination créative capable de s'adapter aux nouvelles découvertes scientifiques et techniques. Et une autre vertu que nous ne devons pas oublier: l'esprit du travail organisé, le sacrifice et la conséquente ténacité.

Les composantes économiques et financiers de la crise aux pays du sud de l'UE

Il est évident les généralisations ne permettront jamais la précision exigée, spécialement dans le cas d'une union de pays très hétérogènes. Mais il s'est dit, que la récente crise avec la conséquente dépression dans les systèmes économiques a eu comme racine un désajustement financier. Il n'y a aucun doute que celle-ci fut l'une des grandes causes du procédé récessif. Mais pour que tel procès eût lieu, ils étaient nécessaires des désajustements importants dans l'activité économique-financière des entreprises ou autres organisations. L'activité productive, avec des importants manques, spécialement pour certains pays du sud de l'Europe ; et les déficientes actions commerciales vers l'extérieur ont trop reposé leur progrès économique sur deux grands piliers, souvent sans connexion : le tourisme et la construction. Les excès provoqués dans ce dernier, la construction, avec des prix abusifs mais appropriés à sa déficiente activité productive, et l'assistance d'autres pays dans l'offre touristique ont coupé radicalement la spirale prix-coût du sous secteur de la promotion-construction de logements primaires et secondaires. Le procès spéculatif basé, presque totalement, en financement d'autrui, avec prix de l'argent bien en dessous du pourcentage de bénéfices leur a mené à la bien connue "bulle immobilière".

Mais le brusque arrêt de la fièvre acheteuse d'immobilisé a donné lieu à la réversion du procès : les ventes s'interrompent, la liquidité n'entre plus aux entreprises de promotion-construction et, en conséquence, elles ne peuvent pas faire face aux engagements financiers accordés avec des banques

et des caisses d'épargne. Ils apparaissent les premiers problèmes avec le flot de grandes entreprises qui font faillite, après, la même chose, dans un deuxième flot, avec les moyennes et petites entreprises du même secteur ; puis, un troisième flot, avec les familles qui avaient acquis un logement pour première ou deuxième résidence et, maintenant, avec les pénuries et/ou avec le chômage, se voient incapables de faire face aux obligations qu'ils avaient contracté. Tout cela comporta une faute de liquidité dans les institutions financières jusqu'à des niveaux tels qu'elles virent de près leur disparition. Les Gouvernements, très affecté par ce procès, s'est vu obligé à intervenir pour essayer d'éviter des désastres majeurs. Les actions adoptées par les administrations étaient allées et ils vont encore dirigées à créer confiance en la solvabilité des institutions financières. Pour y arriver, ils prirent deux sortes de mesures: les acheminées à garantir les dépôts jusqu'à une certaine quantité et la création de fonds, comme le FROB en Espagne, ou les institutions financières pourraient faire appel aux moments difficiles, sous certaines conditions requises.

Ceci pourrait être une simplification, incomplète et, si se veut, ambigu schéma des antécédents prochains et situation actuelle du système économique de certains pays du sud de l'Europe. Nous avons voulu mettre en évidence un fait que nous croyons étonnant à force de trouver incontestable: pratiquement tous les efforts réalisés pour tenter de limiter les conséquences d'abus antérieurs sont allés dirigés à la réorganisation du système financier. Nous ne nous allons pas plaindre pour cela. Le système financier constitue le réseau artériel du corps économique et, sans son normal fonctionnement, se produirait, inévitablement, sa mort faute d'irrigation.

Dans ce contexte nous nous voyons obligés à réfléchir sur quel doit être notre apport, même modeste, à la nouvelle façon de canaliser les efforts acheminés à réussir un système économique solide et de grande portée. Les nouvelles études commerciales et l'incorporation de techniciennes valables dans un contexte de l'incertain¹ peuvent être un bon point de soutien.

La vision des citoyens européens

Les problèmes individuels de chaque pays qui composent l'UE multiplient une crise identitaire de cet ensemble d'états. Il y a que quelques

¹ Kaufmann, A., Aluja, J. G., & Pirla, J. M. F. (1986). *Introducción a la teoría de los subconjuntos borrosos a la gestión de las empresas*. Milladoiro

mois que les citoyens de l'un des pays le plus puissant d'Europe, la Grande Bretagne ont décidé partir de l'UE. Cette sérieuse décision, prise à travers d'un référendum britannique ou une très légère majorité l'emporta. Contrairement à ce que nous pourrions penser, grand part des arguments et objectifs des sécessionnistes son plus émotionnels que rationnels. Nous pourrions les abréviés en :

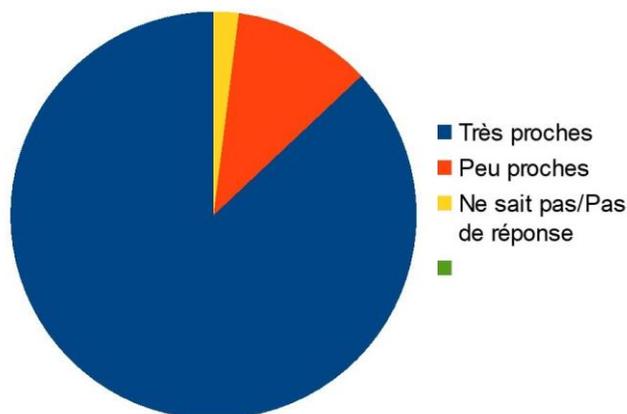
- La considération (donc, subjective) que le Royaume-Uni est « injustement traité » par l'UE.
- La sensation de la part des citoyens que les traditions britanniques sont en train de se perdre.
- Il est considéré convenable arriver à regagner la souveraineté, apparemment absorbés par l'UE.
- L'UE empêche et limite les exportations du Royaume-Uni vers d'autres continents.
- La contribution économique du Royaume-Uni à l'UE est excessive.
- Il faudrait éviter les grandes vagues d'immigration qui entrent plus facilement en Grande Bretagne.

Ces arguments, votés par le 52% des 72% citoyens majeurs britanniques, ont fait que l'UE passe d'avoir 504 millions d'habitants à 443 millions, d'être la première puissance économique avec le 22% du commerce mondial à la deuxième avec le 18%. La situation, donc, changera radicalement dans une nouvelle UE ou la force économique de l'Allemagne augmente du 22% au 25% et la France, du 15% au 18%.

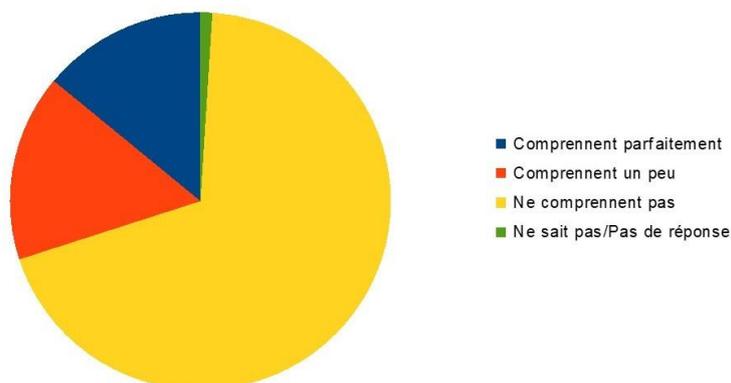
Mais le Brexit est surement plus incisif quant à la vision des autres européens. Si une importante puissance comme le Royaume-Uni veut et peut abandonner l'important projet de l'Europe uni, il est évident que d'autres pays peuvent aussi suivre son exemple. Des hypothétiques mais absolument possibles victoires de Marine Le Pen en France, Norbert Hofer en Autriche, Pablo Iglesias en Espagne ou du mouvement 5 étoiles d'Italie, ajouté au gouvernement d'Alexis Tsipras en Grèce pourraient arriver à nous fer craindre sur la robustesse de l'Europe. La clef est sans doute savoir qu'en pense les citoyens.

Et pour obtenir une idée générale, nous nous sommes permis de faire une petite étude de marché à travers d'un échantillonnage aléatoire simple de 368 enquêtes faite à des habitants d'entre 18 et 90 ans de 12 pays de l'UE: Espagne, France, Portugal, Allemagne, Italie, Hollande, Belgique, Pologne, Lettonie, Autriche, Grèce et Finlande.

Le résumé des résultats obtenus évoque une situation inquiétante car le 87% des européens se sentent peu proches aux responsables de la prise de décisions dans l'UE, face à l'11%. Ceci pourrait être interprété comme un gouvernement peu proche et décousu des problèmes des citoyens.

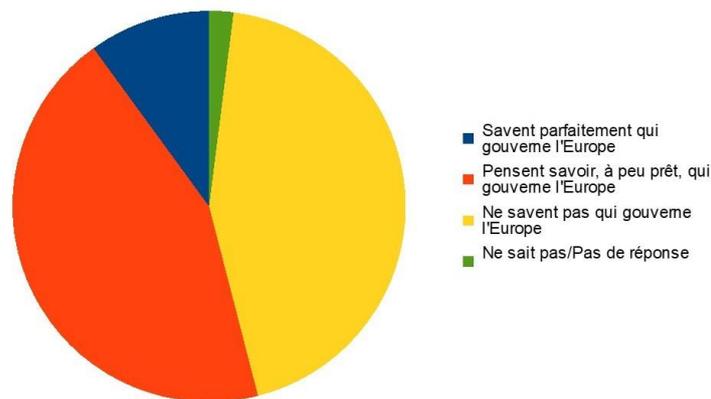


Le 69% des européens n'arrivent pas à comprendre comment se gouverne l'Europe, face au 14% qui le comprennent parfaitement ou le 16% qui en ont une légère idée. C'est sûrement un système nécessaire mais complexe, que la plupart de pays n'ont pas su expliquer à leurs citoyens.

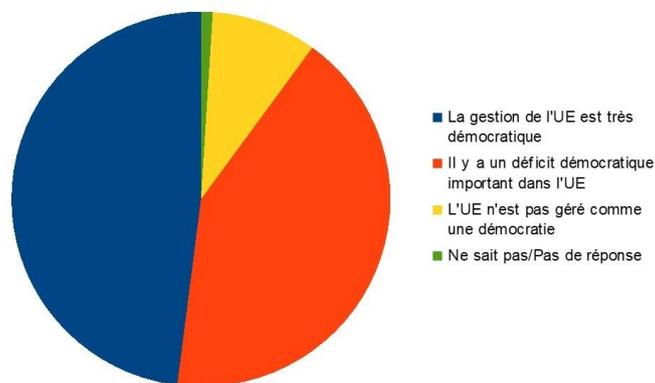


Le 44% ne savent pas qui gouverne l'UE face au 10% qui le savent et au 44% qui pensent le savoir d'une manière approximée. La plupart connaissent que chaque période (sans savoir quelle) il y à un changement de

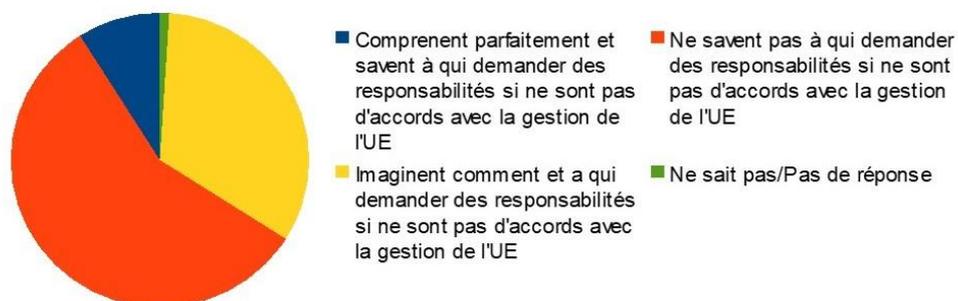
gouvernant de l'Europe d'une manière rotative, quand leur avis est que le Président de l'Europe devrait être choisi de manière directe par les citoyens.



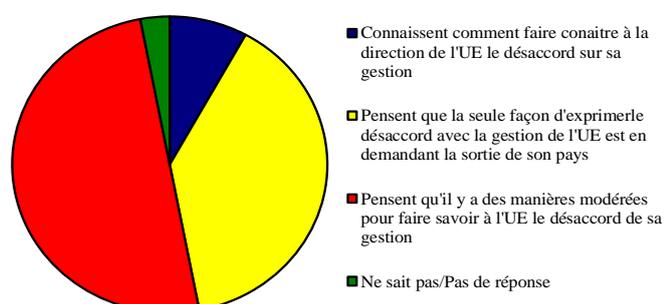
En conséquence, le 42% estiment qu'il existe un déficit démocratique important dans l'UE face au 48% qui la considèrent très démocratiques. Mais il ne faudrait pas oublier le 9% qui pense que l'EU n'est pas géré comme une démocratie.



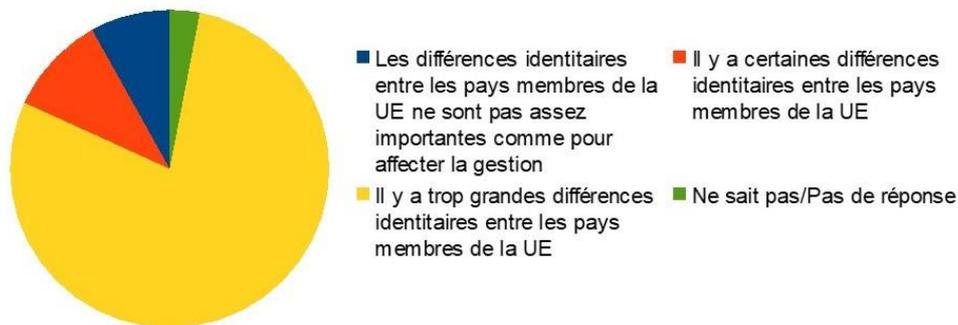
Le 57% ne savent pas à qui demander des responsabilités s'ils ne sont pas d'accords avec la gestion de l'UE, face un 9 qui savent et au 33% qui pensent savoir.



En conséquence, le 39% estiment que la seule façon d'exprimer le désaccord avec la gestion de l'UE est en demandant la sortie de son pays, tandis que le 8% le savent et le 50% pensent qu'il y a d'autres manières de se faire écouter.



Et une question ajoutée qui sera difficile à résoudre. Les grandes différences culturelles. Le 78% pensent qu'il y a trop de grandes différences identitaires entre les pays membres de l'UE (spécialement entre Nord et Sud). En conséquence, ou les lois ne sont pas justes pour tous ou bien il faudrait adapter les lois, ce qui pourrait, également être injuste.



Devrait-il avoir des changements à l'UE ?

Selon le sondage fait, il à l'aire d'être nécessaire d'importants changements. Nous pourrions nous permettre de proposer d'une manière ambiguë une vraie gestion globale de l'UE comme celle d'un pays qui doit trouver l'équilibre entre les différences identitaires. Mais dans notre plus profonde conviction se trouve l'urgence d'un changement de paradigme qui pourrait donner leurs fruits à très long terme, non seulement pour l'Europe, mais pour toute l'humanité. C'est la conscientisation que, nous tous, devons faire sur le fait que si nous continuons à prioriser l'argent sur tout, nous allons nous détruire. Il est clair que ce message n'a rien de nouveau, mais, deux petits exemples réels comme l'obsolescence programmée ou l'utilisation excessif et malintentionné du sucre, montrent les manques éthiques de la plupart d'entreprises, qui sont disposés pratiquement à quoi que ce soit pour augmenter leur revenu.

Si nous observons les produits offerts dans n'importe quel supermarché de l'UE, nous verrons que le 80% des produits emballés ont du sucre ajouté. Pourquoi? L'une des hypothèses et l'addiction que le sucre provoque. Selon Serge H. Ahmed (2012), le sucre est plus aditif que la cocaïne. Pendant que Philip James (2004), Directeur Technique de la WHO en 1990, assure que l'être humain n'a pas besoin du tout de prendre du sucre ajouté, qu'il y a une corrélation entre l'obésité et le sucre et affirme aussi qu'en ajoutant du sucre dans la nourriture le cerveau à du mal à calculer les calories que le corps avale.

Un autre clair exemple de l'exagéré ambition des grandes multinationales est l'obsolescence programmée (Bulow, 1986), qui commença à s'appliquer aux années 20, en croyant que la planète a des ressources infinies. Malheureusement, le prix que bientôt nous allons payer comme conséquence que les ordinateurs, frigos, imprimantes, portables, ampoules, vêtement, etc. sont fabriqués pour que leur vie soit très limitée, aura, malheureusement de graves résultats.

Conclusions

La santé de l'UE n'est pas dans son meilleur moment, mais elle peut s'améliorer. La crise que nous sommes encore en train de vivre est d'un système financier hors de contrôle est une crise de leadership en Europe. Le leadership exige générosité et les pays qui doivent l'exercer n'ont pas l'aire de l'accepter car les états de l'UE essayent de récupérer les plus grandes sommes économiques pour leur propre pays, au lieu de penser globalement pour toute l'Europe. Il y a, en plus, une indignation populaire contre le système, contre l'UE et, à tort, canalisée contre immigrés et étrangers. Nous sommes sûrement près d'un point de non-retour que si nous parvenons à surpasser nous mènera à l'insolidarité, mais le changement est possible, mais doit venir de chacun de nous.

Bibliographie

1. Bossuat, G. (2009). *Histoire de l'Union européenne: fondations, élargissements, avenir*. Belin.
2. Bulow, J. (1986). An economic theory of planned obsolescence. *The Quarterly Journal of Economics*, 101(4), 729-749.
3. Cini, M. (2016). *European union politics*. Oxford University Press.
4. Dhingra, S., Ottaviano, G., Sampson, T., & Van Reenen, J. (2016). The impact of Brexit on foreign investment in the UK. *BREXIT 2016*, 24.
5. Eichen, D. M., Lent, M. R., Goldbacher, E., & Foster, G. D. (2013). Exploration of "food addiction" in overweight and obese treatment-seeking adults. *Appetite*, 67, 22-24.
6. Gil Lafuente, J.(2011). Una Esperanza para la recuperación económica del Trabajo. Royal European Academy of Doctors. Barcelona
7. James, P. T., Rigby, N., Leach, R., & International Obesity Task Force. (2004). The obesity epidemic, metabolic syndrome and future prevention strategies. *European Journal of Cardiovascular Prevention & Rehabilitation*, 11(1), 3-8.
8. Kaufmann, A., Gil-Aluja, J. (1986). *Introducción a la teoría de los subconjuntos borrosos a la gestión de las empresas*. Milladoiro.
9. Kierzenkowski, R., Pain, N., Rusticelli, E., & Zwart, S. (2016). The Economic Consequences of Brexit.
10. Leboutte, R. (2008). *Histoire économique et sociale de la construction européenne* (No. 39). Peter Lang.
11. Quermonne, J. L. (2005). *Le système politique de l'Union européenne* (pp. 158-p). Montchrestien.
12. Zorgbibe, C. (2005). *Histoire de l'Union européenne*. Albin Michel.